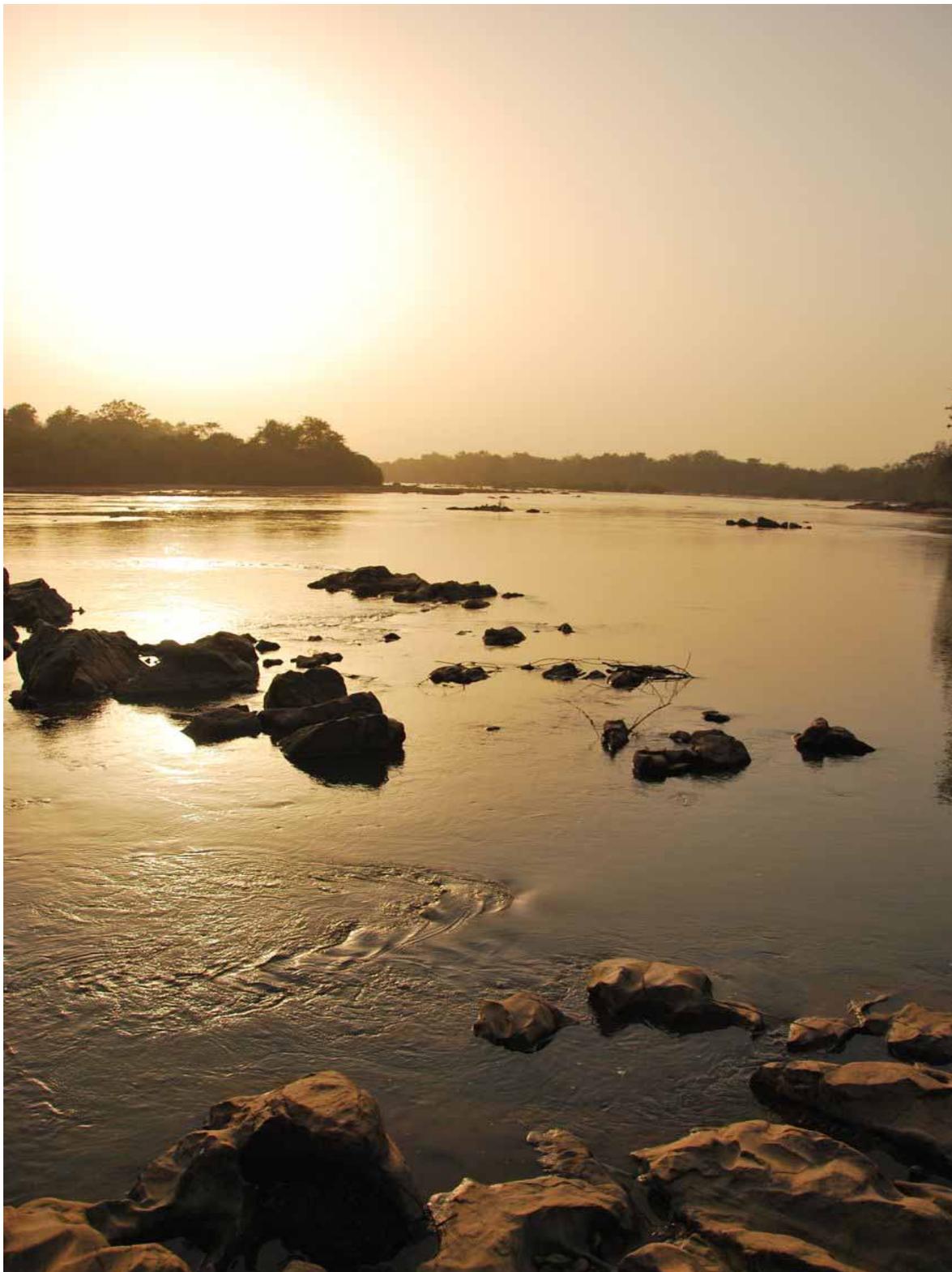


PARC NATIONAL DU FARO CAMEROUN



DEMARCHE ET CONTEXTE DE L'EVALUATION

Ce document est le résultat d'un travail d'évaluation mené conjointement par l'UICN-PAPACO et l'UICN Cameroun du 8 au 15 décembre 2011 dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun.

Plus spécifiquement pour le PN du FARO (PNF), cet exercice METT a été mené dans le cadre d'un atelier qui s'est déroulé à Garoua le 12 décembre 2011.

Bien que cet atelier ait permis de réunir un certain nombre de parties prenantes à la gestion du PN (CF ci-dessous), le conservateur du PNF n'était pas présent à cet atelier pour des raisons logistiques. L'exercice a donc été à nouveau mené en sa présence lors d'une rencontre dans le PNF. Ce document constitue la synthèse des deux exercices.

Ainsi, à la suite d'un tableau fournissant des informations générales sur l'AP (raisons de classement, statut juridique, etc.), la première partie de ce document retranscrit la synthèse des échanges entre les gestionnaires de l'Aire Protégée et les évaluateurs en suivant le cadre fixé par le METT. Cette première partie constitue donc avant tout le reflet de la perception de l'efficacité de gestion de l'AP par le conservateur ainsi que d'autres acteurs concernés par cette problématique de gestion de l'AP.

La deuxième partie du document met en perspective :

- Une rapide analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces) effectuée par l'UICN sur la base d'une part des éléments apportés par les participants lors des ateliers et entretiens, et d'autre part sur les conclusions des membres de l'équipe d'évaluation à la suite des visites de terrain.
- L'état des lieux réalisé par le WWF-Kenya en mai 2008 lors d'un recensement aérien réalisé dans le cadre d'un projet financé par le FFEM. Cet état des lieux est synthétisé dans deux cartes présentant d'une part la répartition spatiale et l'importance numérique de la grande faune sauvage et d'autre part la localisation et la typologie des pressions humaines dans et en périphérie de l'AP. Ce travail indépendant fournit des éléments pouvant être considérés comme des indicateurs objectifs d'efficacité de la gestion de l'Aire Protégée.
- Une courte conclusion sur l'efficacité de gestion du PNF, faite par l'UICN-PAPACO, vient compléter l'analyse METT. Cette conclusion a été rédigée en croisant à la fois les données récoltées lors de l'exercice METT (qui sont comme dit précédemment le reflet de la perception de l'efficacité de la gestion de l'AP par les acteurs pratiquant cette gestion) et les données issues des inventaires aériens de 2008.

NOM DE L'AIRE PROTEGEE	Parc National du Faro	
SITUATION DE L'AIRE PROTEGEE	A cheval entre les Provinces Nord (totalité du parc) et l'Adamaoua (une partie de la zone périphérique. Principalement localisé dans les Départements du Faro (Province du Nord) et du Faro-et-Déou (Province de l'Adamaoua), dans les arrondissements de Poli et Béka (Département du Faro), celui de Mayo-Baléo (Département du Faro-et-Déou) et enfin dans le District de Kontcha (Département du Faro-et-Déou).	
LOCALISATION DANS UNE REGION PARTICULIERE		
DATE DE CREATION	Réserve forestière du Faro (Arrêté N° 25 du 13 février 1947) puis Parc National du Faro (décret N°80/243 du 08 juillet 1980).	
PROPRIETE FONCIERE	Domaine privé de l'état	
AUTORITE DE GESTION	Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF)	
TAILLE DE L'AIRE PROTEGEE (HA)	330.000	
NOMBRE DE PERSONNEL	Permanent : 2	Temporaire : 30 bénévoles
BUDGET ANNUEL	24.000.000 FCFA (2011)	
CLASSEMENT	Aire Protégée de catégorie II de l'UICN (Parc National)	
RAISONS DE CLASSEMENT	A sa création en 1947, il s'agissait de favoriser la régénération naturelle des espèces végétales et protéger les bassins versants du fleuve Faro pour faciliter la navigation sur le fleuve Bénoué dont il est un affluent. Un objectif de conservation a été formulé cinq mois plus tard associé à trois principales mesures de protection (interdiction de la pratique de la chasse, limitation de l'extension des cultures et des villages par les indigènes, limitation des feux sauvages)	
DETAILS BREFS SUR LES PROJETS EN COURS SUR L'AP	Pas de projets en cours sur l'AP.	
PRINCIPAUX PARTENAIRES PRESENTS	Pas de partenaires présents à l'heure actuelle.	
PRINCIPAUX PARTENAIRES HISTORIQUES	Programme de Conservation et Gestion de la Biodiversité au Cameroun (PCGBC), Programme de Développement de l'Ouest Bénoué (PDOB), AFD et FFEM, WWF	
OBJECTIFS PRINCIPAUX DE L'AIRE PROTEGEE (TIRES DU PLAN D'AMENAGEMENT)		
OBJECTIF 1	- Renforcer les capacités de gestion du service de la conservation.	
OBJECTIF 2	- Assurer la protection et l'intégrité du parc et de sa zone périphérique.	
OBJECTIF 3	- Promouvoir la gestion participative du parc et de sa zone périphérique.	
OBJECTIF 4	- Développer l'écotourisme et d'autres activités génératrices de revenus.	
OBJECTIF 5	- Améliorer les connaissances scientifiques sur le potentiel biologique et les modes d'utilisation des ressources naturelles du parc et de sa zone périphérique.	

OBJECTIF 6	- Promouvoir la gestion planifiée de l'espace à la périphérie.
OBJECTIF 7	- Promouvoir l'approche paysage dans la gestion transfrontalière avec le parc national de Gashaka-Gumti au Nigéria.

NOMS DES PERSONNES REpondANTS A L'EVALUATION

- Seini Ndjjobdi, Conservateur du PN du Faro
- Matthias Ngessi, Chef de service de la SRFAPNO, mathyngassi@gmail.com
- Zourmba Juoullier, Délégué régional, direction Régionale du MINFOF, région du Nord Cameroun. zourmbaju@yahoo.fr
- Philip Forboseh, Chef de projet WWF, 97 21 29 54
- Francis N. Tarla, Directeur Ecole de Faune de Garoua (EFG) ecoledefaune@yahoo.fr , 22 27 31 35, 99 89 02 25, 77 75 40 53

CONTACT PRINCIPAL

M. Seini NDJOBDI, conservateur du PN du Faro.

Seini_fils@yahoo.fr

99.83.24.38

PRINCIPALES MENACES AFFECTANT LES VALEURS DE L'AIRe PROTEGEE (PAR ORDRE D'IMPORTANCE)

1-UTILISATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES (A DES FINS DE CONSOMMATION)

o pêche

2-MODIFICATION DE PROCESSUS NATURELS / PHENOMENES ECOLOGIQUES/ REGIMES DE PERTURBATION

- o Régime pastoral
- Régime des incendies

3-UTILISATION DE RESSOURCES ABIOTIQUES:

- Mines (orpaillage)

4-CONVERSION DES HABITATS

- Plantations

5-POLLUTION

o Pollution des eaux

L'activité minière est traditionnellement pratiquée par les populations locales riveraines du PN du Faro. Des prospections pour de l'uranium semblent également être menées dans une ZIC

Des pesticides et autres polluants sont utilisés lors des activités de pêche.

TROIS ACTIVITES MAJEURES AUXQUELLES LE PERSONNEL DE L'AIRe PROTEGEE OCTROIE LE PLUS DE SON TEMPS

1-APPLICATION DE LA LOI ET SURVEILLANCE

2-PROMOTION DE L'UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES

3-EQUIPEMENT & COMMODITES

SUJETS		CRITERES	COMMENTAIRES
CONTEXTE	1. STATUT JURIDIQUE	L'aire protégée a été formellement établie (ou dans le cas d'une réserve privée, elle est propriété d'un trust ou similaire)	<i>La réserve de faune a été créée par arrêté N° 270 du 29 juillet 1947 et est devenue Parc National par le Décret N° 120 du 5 décembre 1968.</i>
	2. LES REGLEMENTS DE L'AIRE PROTEGEE	Les mécanismes pour contrôler l'utilisation inappropriée des sols et les activités illégales dans l'aire protégée existent, mais leur mise en œuvre effective pose quelques problèmes	<i>Les textes encadrant le travail des services de conservation existent (lois et décrets) mais c'est l'application de ces textes qui pose problème. La frontière avec le Nigéria facilite les phénomènes de prolifération d'armes et la présence de braconniers nigériens bien armés dans le PNF. Les ressources humaines et matérielles du PN ne permettent pas de faire pleinement face à cette menace à l'heure actuelle.</i>
	3. APPLICATION DE LA LOI	Le personnel a de sérieuses lacunes quant à ses compétences/ressources pour faire appliquer les règles de droit et le règlement de l'aire protégée (ex: manque de qualifications, budget de patrouille inexistant)	<i>Les principales difficultés rencontrées en matière d'application de la loi tiennent au manque de personnel en charge de la gestion et de la surveillance du PN et aux lacunes législatives relatives au statut des gardes villageois. Comme dans les autres Parcs de la région, les services de conservation déplorent un manque d'appui des textes voire une incohérence entre le contenu de ceux-ci et la situation sur le terrain. La législation camerounaise ne reconnaît pas de statut officiel aux gardes villageois et ne permet pas aux services de la conservation de rémunérer ceux-ci pour des activités de surveillance. Un garde villageois ayant tiré sur un braconnier dans une ZIC de la périphérie du Parc de Bouabandjida en état de légitime défense a fait 5 ans de prison pour cet acte.</i>
PLANIFICATION	4. OBJECTIFS DE L'AIRE PROTEGEE	L'aire protégée a arrêté des objectifs, mais ils ne sont que partiellement appliqués	<i>Le plan d'aménagement existe et définit clairement les objectifs de gestion. Ces objectifs ne sont in fine que partiellement respectés car le PA reste très ambitieux au regard du manque de ressources humaines, matérielles et financières disponibles pour sa mise en œuvre. Le travail des services de conservation se base essentiellement sur les Plans de Travail Annuels (PTA) qui sont jugés plus réalistes par les services de conservation.</i>
	5. CONFIGURATION DE L'AIRE PROTEGEE	La configuration de l'aire protégée est particulièrement propice à l'atteinte de ses objectifs majeurs de gestion	<i>Les limites naturelles du Parc National (le Faro et le Déo) constituent des atouts et il ne semble pas nécessaire de revoir la configuration du Parc National selon le conservateur. Ce dernier a subdivisé le PN en 5 secteurs (Voko, Laro, la partie centrale, Mana au sud Ouest et la partie nord), au regard des spécificités de ces zones. Les efforts sont concentrés sur la frontière avec le Nigéria au sud ouest car les pressions y sont plus importantes. La partie nord est (où sont basés les services de conservation) est plus sécurisée sur environ 30km2.</i>

6. DEMARCATIION DE L'AIIE PROTEGEE	La limite de l'aire protégée est connue des autorités de gestion et des résidents et est correctement signalée	<i>Le PN est limité à 80% par le Faro et le Deo. Il y a uniquement 26kms de terre ferme au Sud Ouest de celui-ci. La délimitation a été réalisée sur toute la périphérie du PN par un projet du FFEM et l'état Camerounais.</i>	
	7. PLAN DE GESTION	Un plan de gestion est en cours de préparation ou a été préparé, mais il n'est pas appliqué	<i>Le PG existe et a été signé en 2008 pour 5 ans. Il définit correctement les activités prévues mais le manque de moyens empêche encore une fois son application complète. Les services de conservation focalisent leurs activités sur la LAB.</i>
	ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES	Le processus de planification permet aux acteurs-clés d'influencer le plan de gestion	<i>Le plan de gestion a pris en considération le point de vue des populations locales riveraines. Le WWF a facilité ce processus.</i>
		Le plan de gestion est soumis à un calendrier et à un processus de révision et de mise à jour périodique	<i>La révision du PG est théoriquement prévue. Le PA signé en 2008 devrait ainsi être révisé en 2013.</i>
	Les résultats de surveillance, de recherche et d'évaluation sont automatiquement intégrés au processus de planification	<i>La prise en des résultats de la surveillance est automatique, mais il n'existe pas d'activités de recherche dans le PNF.</i>	
8. PLAN DE TRAVAIL	Un plan de travail existe et les activités sont surveillées sur la base des objectifs de ce plan, mais les activités ne sont pas menées à terme	<i>Les PTA sont réalisés régulièrement, ainsi que les rapports périodiques, mais ils ne sont pas systématiquement alignés sur le PA.</i>	

INTRANTS/GESTION	9. INVENTAIRE DES RESSOURCES	L'information disponible sur les habitats sensibles, les espèces ou les valeurs culturelles de l'aire protégée ne suffit pas aux activités de planification et de prise de décision	<i>Il existe très peu d'informations disponibles sur ces aspects au PNF. Depuis 2000 et le travail d'inventaire mené par le WWF, aucun autre exercice de ce type n'a été réalisé. Quelques études socio-économiques existent mais elles datent de 2001. Il y a un gros besoin de réactualiser les connaissances sur le milieu et les espèces.</i>
	10. RECHERCHE	Il n'y a pas d'activités d'inspection ou de recherche dans l'aire protégée	<i>Il n'existe pas de programme de recherche en tant que tel dans le Parc National. Les besoins prioritaires identifiés par le conservateur en la matière portent sur des espèces phares tels que les grands félins, les hippopotames ou les éléphants. Ces programmes de recherche sont prévus dans le plan d'aménagement qui inclut des activités de recherche sur les ressources halieutiques et ornithologiques.</i>
	11. GESTION DES RESSOURCES	Les pré-requis pour la gestion active d'écosystèmes sensibles, d'espèces et de valeurs culturelles n'ont pas été déterminés	<i>Il n'existe à l'heure aucune connaissance fiable et actualisée permettant de déterminer efficacement les écosystèmes les plus sensibles du PN et de les décisions de gestion adaptées au regard de ces données. Des connaissances existent sur les aspects culturels mais ne sont pas formalisées.</i>
	12. PERSONNEL	Le nombre d'employés n'est pas adapté aux activités de gestion essentielles	<p><i>Le nombre de garde est très insuffisant au regard des normes de l'UICN qui prévoient 1 garde chasse pour 5.000 ha d'Aire Protégée dans ce type d'écosystème. Actuellement, il n'y a dans le PNF que deux agents réellement opérationnels sur le terrain (le conservateur et un éco garde), ce qui donne un ratio d'un agent de conservation pour 165.000 ha. Trois ATF ont été affectés au Faro par l'état camerounais mais ne s'y sont jamais présentés et 2 autres écogardes ne sont actuellement pas opérationnels. 20 gardes villageois avaient par le passé été recrutés et pris en charge dans le cadre d'un projet du FFEM dont le financement est désormais arrêté.</i></p> <p><i>Les services de conservation s'appuient actuellement sur des bénévoles villageois pour mener à bien les activités de LAB mais au regard de la loi camerounaise ces derniers ne peuvent pas être rémunérés avec des fonds publics. Ces gardes sont insuffisamment équipés (tenues, équipements individuels et collectifs pour les patrouilles, équipements de communication, armes, etc.) et comme dans les autres PN de la région se pose la question du statut de ces gardes villageois et de leur non reconnaissance au niveau juridique.</i></p> <p><i>D'autres questions sont soulevées quant au recours aux gardes villageois dans les activités de LAB. Les acteurs interrogés au cours de la mission dans le nord Cameroun reconnaissent l'importance et la valeur de l'apport des gardes villageois sur les activités de LAB dans et autour des PN. L'impossibilité de rémunérer ces derniers laisse entrevoir une démobilisation de ces derniers et de potentiels effets pervers associés à ce phénomène ont été soulevés, comme par exemple, une éventuelle reconversion dans le braconnage de la part de certains, ce qui serait fortement problématique au vu de la très bonne connaissance des milieux de ceux-ci.</i></p>

13. GESTION DU PERSONNEL	Le personnel est géré de manière adaptée à l'atteinte des objectifs majeurs de gestion, mais la gestion pourrait être améliorée	
14. FORMATION DU PERSONNEL	La formation et les compétences du personnel sont faibles par rapport aux besoins de l'aire protégée	<i>Il existe d'importants besoins en matière de formation du personnel. Les besoins prioritaires identifiés portent sur les capacités en matière de LAB, la gestion axée sur les résultats, le suivi écologique mais également les bases de secourisme sur lesquelles le personnel n'a aucune connaissance.</i>
15. BUDGET ACTUEL	Le budget disponible est acceptable, mais pourrait être amélioré pour permettre la gestion effective de l'aire protégée	<i>Le budget est insuffisant bien qu'en nette augmentation depuis quelques années. Pour l'année 2011, le budget de fonctionnement était de 20 millions de FCFA, alloués à la LAB. Le budget d'investissement de l'état était de 60 millions de FCFA et visait à finaliser une base de vie à Voko (pour un cout total de 200M FCFA). Les postes prioritaires de dépenses du budget de fonctionnement sont la LAB, l'entretien des infrastructures et du matériel et l'achat de carburant.</i>
16. SECURISATION DU BUDGET	Le budget sécurisé est très restreint et l'aire protégée ne pourrait pas fonctionner convenablement sans l'apport de fonds externes	<i>Quelques programmes ont été financés par des bailleurs extérieurs dans le passé mais l'Etat camerounais finance à l'heure actuelle 95% des activités.</i>
17. GESTION DU BUDGET	La gestion du budget est adéquate mais pourrait être améliorée	<i>Les gestionnaires de PN au Cameroun ne sont pas maîtres de leurs budgets et ont peu de pouvoir en matière d'affectation des fonds alloués à leurs AP. Ils font face à des problèmes de procédures et de retards dans les engagements qui posent de sérieux problèmes notamment en matière de LAB. Il semblerait intéressant pour les AP Camerounaises d'adopter un mode de gestion financière où les fonds alloués à l'AP sont disponibles plus rapidement, moins centralisés et plus directement et facilement gérés par les conservateur afin de rendre la LAB plus efficace et réactive. Des incohérences au niveau législatif complexifient davantage les choses en matière de gestion du budget. Ainsi, l'impossibilité pour les services de conservation d'allouer une partie de leur budget aux activités menées par des personnes n'étant pas fonctionnaires entraine de façon très paradoxale la non consommation de la totalité des frais de missions prévus dans le budget annuel (100 jours de mission par homme et par an) et ce en raison du nombre limité de personnes travaillant dans le PN et étant fonctionnaires. Il existe des besoins d'informatisation du suivi comptable.</i>

	18. INFRASTRUCTURE	Il y a du matériel et des installations, mais de sérieuses lacunes demeurent et compromettent l'efficacité de la gestion	<p><i>L'insuffisance des armes et le manque de munitions constituent un problème majeur pour les services de conservation. Un projet financé par le FFEM a permis d'améliorer la situation des services de conservation en matière d'infrastructures. Un bureau des services de conservation a été construit à l'entrée du PN ainsi qu'un logement pour le conservateur, 9 logements pour les écogardes, un forage et un château d'eau.</i></p> <p><i>Un bureau et un logement du conservateur ainsi que 9 logements de gardes ont également été construits à Voko à une trentaine de kms de l'entrée du Parc (et où sont basés les services de conservation durant la saison des pluies). Ces infrastructures sont alimentées en électricité par des panneaux solaires, ce qui semble représenter une solution énergétique prometteuse au regard de l'isolement de la zone et du taux d'ensoleillement de la zone.</i></p> <p><i>Les priorités identifiées en matière d'infrastructures et d'équipements sont :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les véhicule (une seule moto est disponible et il n'y a pas de 4x4), - Les équipements individuels (tenues de gardes) et collectifs (GPS, matériel de navigation, kit de secourisme, - Les armes munitions (la dernière dotation officielle datant de 1985), - Les radiers et ouvrages sur les fleuves afin d'assurer un accès au PN qui est actuellement totalement isolé (il y a nécessité de prendre une pirogue pour rejoindre le PN du Faro, même en saison sèche).
	19. ENTRETIEN DE L'INFRASTRUCTURE	Le matériel et les installations sont entretenus sporadiquement	<i>Il y avait en 2011 un budget de 2,5M FCFA alloués aux activités d'entretien.</i>
RESULTATS	20. PROGRAMMES D'EDUCATION ET DE SENSIBILISATION	Il y a un programme d'éducation et de sensibilisation, mais de sérieuses lacunes subsistent	
	21. LES VOISINS DU SECTEUR PUBLIC ET PRIVE	Il y a des contacts réguliers entre les utilisateurs publics ou privés des sols avoisinants et l'aire protégée, mais la coopération est limitée	<i>Les relations avec les guides de chasse sont limitées à la ZIC 13 où un accord informel existe pour le suivi du bétail le long du Déo.</i>
	22. COMMUNAUTES LOCALES	Les communautés locales participent aux discussions concernant la gestion, mais ne participent pas à la prise de décision	<i>Un atelier départemental de concertation a été organisé lors de l'élaboration du Plan d'aménagement du PN. Ce processus de consultation des communautés locales existe lors de l'élaboration des cahiers de charges utilisés dans les ZIC.</i>
	ELEMENTS SUPPLEMENTAIRES	Les relations entre les acteurs locaux et les gestionnaires de l'aire protégée sont ouvertes et basées sur la confiance	
		Des programmes visant à améliorer le bien-être des communautés locales tout en conservant les ressources de l'aire protégée	<i>Quelques actions sociales ont été réalisées notamment dans le domaine de l'éducation. Il y a rétrocession d'un pourcentage des taxes d'affermage et la viande des animaux tués par les chasseurs des ZIC est distribuée aux communautés voisines.</i>

	sont mis en œuvre.	
23. INSTALLATIONS POUR VISITEURS	Il n'y a ni installations, ni services pour visiteurs	
24. TOURISME COMMERCIAL	Il y a des contacts entre les gestionnaires et les opérateurs touristiques, mais ils se limitent à des questions administratives ou réglementaires	<i>Environ 2.000 touristes se rendent chaque année sur le Mont Atlantika à proximité de Voko. Des contacts et discussions existent entre les services de conservation et les guides et tours opérateurs menant ces activités qui renouvellent régulièrement leur souhait de développer des activités avec le Faro. L'absence de pont et d'infrastructures touristiques empêche d'avancer sur cette question.</i>
25. DROITS ET TAXES	Si des droits et taxes sont théoriquement applicables, ils ne sont toutefois pas perçus	<i>Il n'y a que les taxes d'abattage et les taxes et permis (achetés directement par les pêcheurs à Garoua) qui soient théoriquement applicables.</i>
26. ETAT DES LIEUX	Une partie de la biodiversité et des valeurs écologiques et culturelles sont partiellement dégradées, mais les valeurs essentielles n'ont pas été sévèrement endommagées	
ELEMENT SUPPLEMENTAIRE	Il existe des programmes de réhabilitation des espaces dégradés de l'aire protégée et/ou de la zone tampon	<i>Les zones tampons périphériques au PNF posent des problèmes juridiques et en matière d'interprétation. Celles-ci sont théoriquement définies mais sont limitrophes aux ZIC et situées à proximité des cours d'eau qui attirent la faune sauvage. C'est pourquoi l'application effective de cette notion de zone tampon changerait beaucoup de choses pour les gestionnaires de ZIC.</i>
27. EVALUATION DE L'ACCES	Les systèmes de protection ne permettent qu'un contrôle partiel de l'accès et de l'utilisation de la réserve selon les objectifs établis	<i>Le manque d'accessibilité et l'enclavement de la zone de Mana, combiné à la proximité immédiate avec la frontière nigériane (qui favorise un afflux de braconniers étrangers bien équipés et organisés) pose de gros problème de contrôle des activités développées dans cette zone.</i>
28. EVALUATION DES AVANTAGES ECONOMIQUES	L'existence de l'aire protégée a entraîné quelques avantages économiques pour les communautés locales sans grande importance toutefois pour l'économie régionale	<i>Les principales retombées pour les populations locales générées par le PN tiennent au fait qu'une partie de ces derniers travaillent actuellement dans le PN ou dans les ZIC en tant que gardes villageois. Une partie des revenus des ZIC (dont 2 sur 5 sont communautaires) est reversée aux communautés. L'orpaillage pratiqué dans et à proximité directe du PN, bien qu'illégal, semble procurer aux communautés locales des revenus non négligeables. Le projet du FFEM sur le PNF a également permis de contractualiser directement avec des villageois vivant en périphérie du PN pour la construction des 18 logements de gardes.</i>
29. CONTROLE ET EVALUATION	L'aire protégée dispose d'un système de contrôle et d'évaluation accepté et mis en œuvre, mais les résultats ne sont pas systématiquement utilisés dans les activités de gestion.	<i>Ces activités sont prévues dans le plan d'aménagement du PN mais ne sont pas menées dans la réalité notamment pour des raisons de contraintes budgétaires.</i>

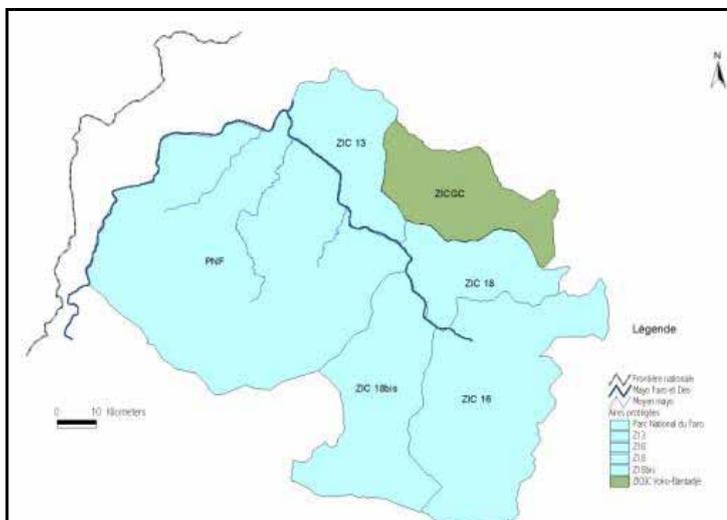
ANALYSE SWOT

FORCES

Les limites naturelles du Parc National, le Faro et le Déo, constituent des atouts importants en matière de délimitation du PNF. Près de 80% de la périphérie du PN est délimité par ces deux fleuves. La délimitation a par ailleurs été renforcée à l'aide de plaques posées sur toute la périphérie du PN par un projet du FFEM et l'état Camerounais.

Les relations entre les services de conservation et les communautés locales semblent globalement assez bonnes. Ces dernières ont été impliquées dans la construction des 18 logements pour les écocardes, ce qui a permis de renforcer la collaboration entre ces acteurs. Par ailleurs, sur les 5 ZIC entourant le PN du Faro, deux sont des ZIC à Gestion Communautaire (ZICGC) gérées directement par les communautés locales.

La première ZICGC mise en place l'a été avec l'appui du WWF et semble fonctionner correctement. Il est par contre plus difficile de juger le fonctionnement de la seconde, celle-ci ayant été mise en place très récemment.



Parc National du FARO et ZIC périphériques au PN



En matière d'infrastructures, les services de la conservation du PNF ont bénéficié, dans le cadre de l'appui du projet du FFEM, de la construction de 2 bureaux pour le conservateur (un à l'entrée du PN et l'autre à Voko où sont basés les services de conservation durant la saison des pluies). 18 logements pour les éco gardes (9 à l'entrée du PN et 9 à Voko) ont également été construits. Des forages ont été installés ainsi que des panneaux solaires permettant de fournir une source d'alimentation électrique et de

faire fonctionner les 2 forages. De l'avis des services de conservation, cette source d'énergie semble constituer une alternative énergétique intéressante dans un contexte d'isolement tel que celui rencontré au PN du Faro (ainsi que dans d'autres Parcs Nationaux).

Un Plan d'Aménagement a été élaboré récemment avec l'appui technique du WWF. Il couvre la période 2008-2012.

OPPORTUNITES

Des contacts existent avec des opérateurs touristiques opérant à proximité du PN. Environ 2.000 touristes se rendent chaque année sur le Mont Atlantika à proximité de Voko et des contacts et discussions ont été engagés entre les services de conservation et les guides et tours opérateurs menant ces activités qui renouvellent régulièrement leur souhait de développer des activités avec le Faro (ce qui ne peut pas à l'heure actuelle aboutir, le PN ne disposant d'aucune infrastructure permettant d'accueillir des touristes).

FAIBLESSES

Il n'existe pas à l'heure actuelle d'installations permettant d'accueillir d'éventuels visiteurs et l'activité touristique est en conséquent inexistante.

L'accessibilité du PN est difficile. Il faut compter au moins 6 heures de route depuis Garoua sur des pistes accidentées pour arriver au PNF. Malgré le fait que près de 300 kms de pistes existent à l'intérieur du PN, celui-ci n'est à l'heure actuelle pas accessible en véhicule. Il n'existe pas de radiers permettant de traverser le Faro et le seul moyen d'accéder à l'intérieur du PN est la pirogue, et ce même en saison sèche.

Les services de conservation ne disposent pas de véhicules pour effectuer leur mission de lutte anti braconnage. Une seule moto est disponible pour couvrir les 330.000 ha que constituent le PN du Faro.

Les services de conservation manquent également de moyens humains. Outre le conservateur, un seul éco garde est actuellement opérationnel sur le terrain (un certain nombre d'agents ayant été recrutés mais ne s'étant pas présentés en poste). Il est de plus impossible au niveau juridique de rémunérer les gardes villageois formés au cours d'un projet d'appui au PNF pour d'éventuelles activités de surveillance et de lutte anti braconnage menées par ces derniers. Ces gardes villageois ne disposent de plus d'aucune reconnaissance au niveau légal.

Les services de conservation manquent de données et connaissances écologiques sur les espèces fauniques et floristiques présentes au sein du PNF.



Entrée du PN avec le fleuve Faro en arrière-plan

MENACES

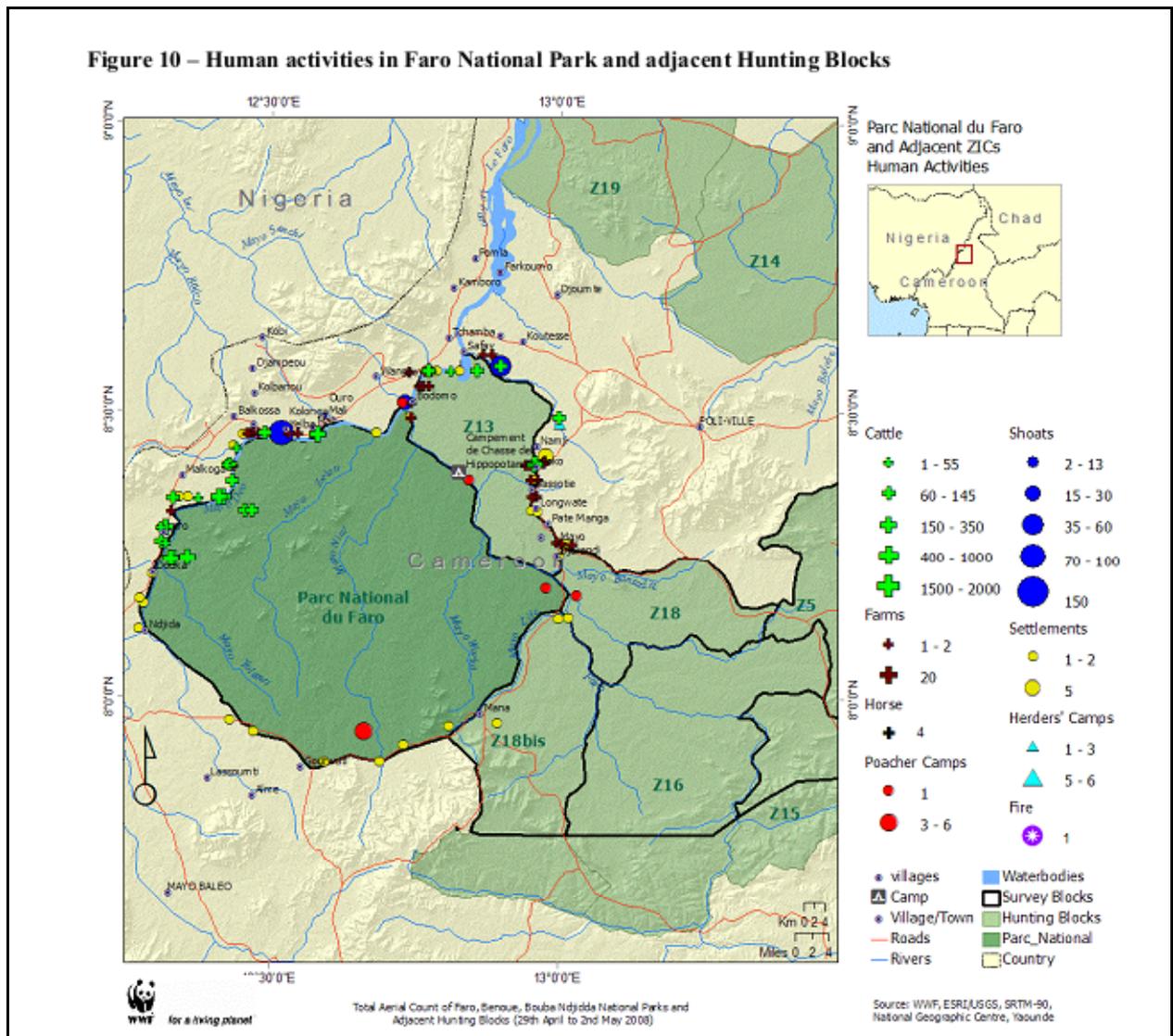
La proximité avec le Nigéria, d'où semblent venir un grand nombre de braconniers opérant dans le PN, pose de sérieux problèmes. De plus, le manque d'accessibilité de certaines zones du PN, particulièrement de celles-ci situées à l'ouest de celui-ci, à proximité de la frontière nigériane, combiné au manque d'équipements et de moyens dont disposent les écogardes pour se rendre dans ces zones afin d'y effectuer des activités de surveillance et de lutte anti braconnage constitue une très forte contrainte sur le terrain. Un poste de garde chasse y a été construit par le projet FFEM mais celui-ci ne peut être occupé toute l'année. Certaines zones deviennent dès lors totalement inaccessibles et non contrôlées en saison des pluies.

Bien que des activités aient été menées afin de tenter de résoudre les conflits fonciers se manifestant en périphérie du PN, ces derniers semblent à l'heure actuelle persister dans certaines ZIC périphériques. Des rétrocessions ont été décidées au profit des populations riveraines mais celles-ci ne se matérialisent pas concrètement sur le terrain. Des situations potentiellement conflictuelles semblent exister entre les gestionnaires de certaines ZIC et les communautés riveraines, notamment les éleveurs.

De forts conflits avec les éleveurs existent. La problématique de l'empiètement du bétail dans les ZIC et le PN semble être différente selon que les conflits concernent ou pas des éleveurs transhumants. Ces derniers étant plus difficiles à responsabiliser, car se sentant moins directement concernés par la conservation d'écosystèmes et de territoires avec lesquels ils n'ont pas d'attache particulière, du moins dans une moins forte mesure que les éleveurs sédentaires de la zone.

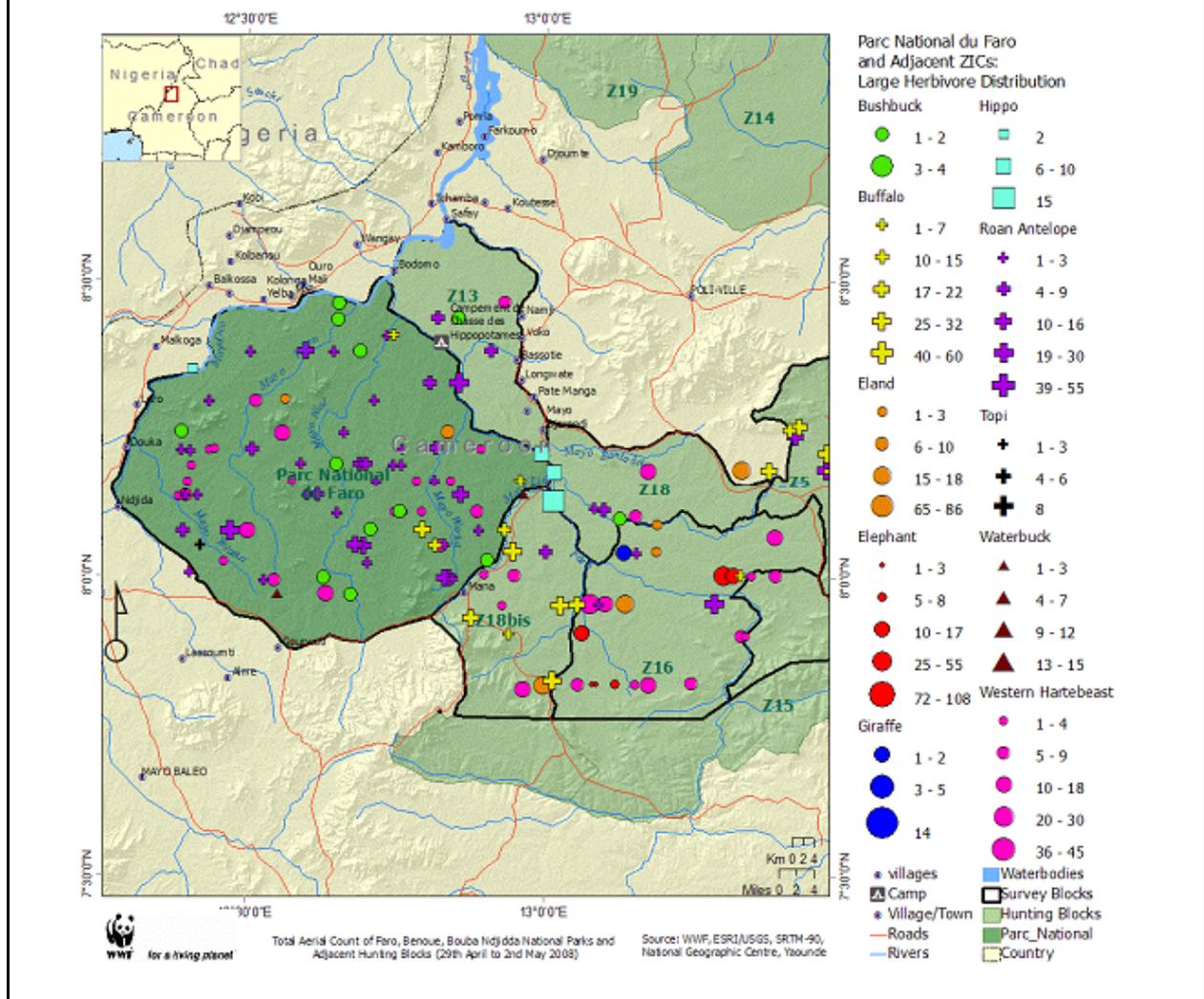
L'orpillage est une activité traditionnellement fortement pratiquée par les populations locales dans les cours d'eau et fleuves situés dans et autour du PN du Faro. Cette activité constitue une menace sérieuse pour les écosystèmes de la zone ainsi que pour les espèces animales qui risquent d'être blessées en tombant dans les trous creusés lors la pratique de cette activité.

RECENSEMENTS AERIENS (WWF-2008)



Recensement aérien des activités humaines dans le PNF et ses ZIC adjacentes WWF-2008

Figure 7 - Large Herbivore distribution in Faro National Park and adjacent Hunting Blocks



**Recensement aérien de la grande faune du PNF
WWF-2008**

CONCLUSIONS ANALYTIQUES DU PAPACO

Comme le montre le tableau ci-dessous, le PNF est le plus grand des trois Parcs Nationaux de la région du Nord Cameroun. Il occupe environ 45 % (soit 330.000 ha) des 730.000 ha couverts par les trois PN (Bouba Ndjidah, Faro et Bénoué).

PN	Superficie (HA)	Superficie/superficie totale occupée par les trois PN (en %)
BOUBA NDJIDAH	220 000	30,1%
BENOUE	180 000	24,7%
FARO	330 000	45,2%
TOTAL	730 000	100,0%

Superficie des trois PN de la région du Nord Cameroun

Sur l'ensemble de ces trois PN, 16,6% des observations d'individus des cinq espèces phares citées ci-dessous ont été faites dans ce PN.

Espèce	PN Bénoué	PN de Bouba Ndjidda	PN du Faro	Nombre total	% PN Faro
Elephant	0	232	0	232	0,0%
Buffle	125	160	41	326	12,6%
Eland	0	176	9	185	4,9%
Hippotrague	202	207	173	582	29,7%
Bubale	143	352	94	589	16,0%
TOTAL	470	1127	317	1914	16,6%

Nombre d'animaux observés sur un échantillon de 5 espèces lors du comptage WWF en 2008

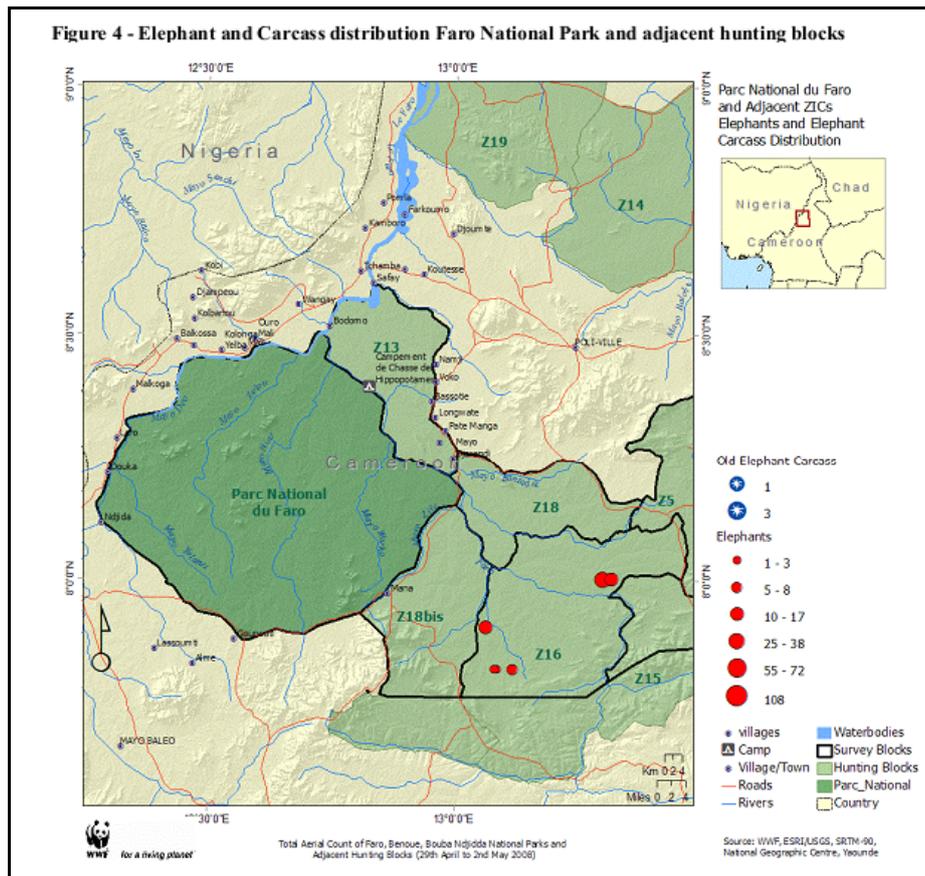
Toujours en se basant sur ces 5 espèces, l'inventaire pratiqué par le WWF montre que le PNF était en 2008 (comparativement au PN de Bouba Ndjida et de la Bénoué) le PN du Nord Cameroun où le moins grand nombre d'individus de chaque espèce ont été observés¹.

Aucun éléphant n'a ainsi été observé à l'intérieur même du PN. Les seuls éléphants observés dans la zone l'ont été au sud-est de l'AP, dans la ZIC 16 (69 observations y ont été faites par le WWF).²

Aucun éléphant n'a ainsi été observé dans la partie nord de l'UTO.

¹ Exception faite de l'éland de Derby pour lequel 9 observations ont pu être faites à l'intérieur du PNF, contre 0 dans le PN de la Bénoué et 176 dans le PN de Bouba Ndjidda

² Où les pressions anthropiques semblent moins importantes qu'à l'ouest et le nord du PN.



Observations d'éléphants et de carcasses dans le PNF et ses ZIC adjacentes WWF-2008

Pour ce qui est des autres espèces étudiées, 30% des hippotragues, 16% des bubales³ 12,6% des buffles, et 5% des élands de Derby observés à l'intérieur des 3 PN de la région l'ont été à l'intérieur du PNF (comme dit précédemment pour 45% de la superficie totale occupée par les trois PN).

L'aire de répartition des hippotragues semblait se situer entre le PN (173 individus observés), la ZIC 13 (45 observations) et la ZIC 16 (28 observations). L'hippotrague est l'une des espèces d'antilope relativement résistante aux pressions humaines et au braconnage comme le confirme l'observation de cette espèce dans des zones sous forte pression anthropique (ZIC 13).

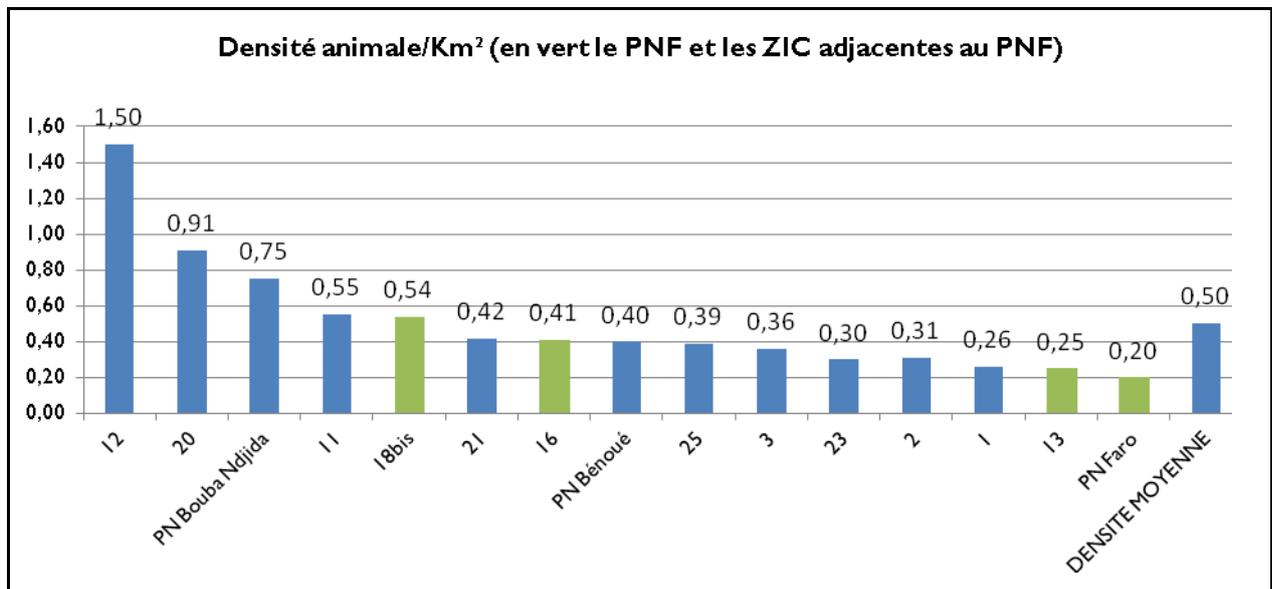
Dans l'ensemble de l'UTO, 230 bubales ont été observés. Seuls 7 individus ont été recensés à l'intérieur des ZIC situées au nord du PNF. 41 % des individus observés l'ont été dans le PNF même, et 37% dans la ZIC 16 au sud-est.

9 élands de Derby ont également été observés, à l'intérieur du PNF.

Il est intéressant de constater qu'un nombre plus important d'observations d'élands de Derby ont été faites à l'extérieur qu'à l'intérieur du PNF. 24 observations ont ainsi été faites à l'intérieur de la ZIC 16, 18 dans la ZIC 18 et 15 dans la ZIC 18 bis. Ces trois zones, situées

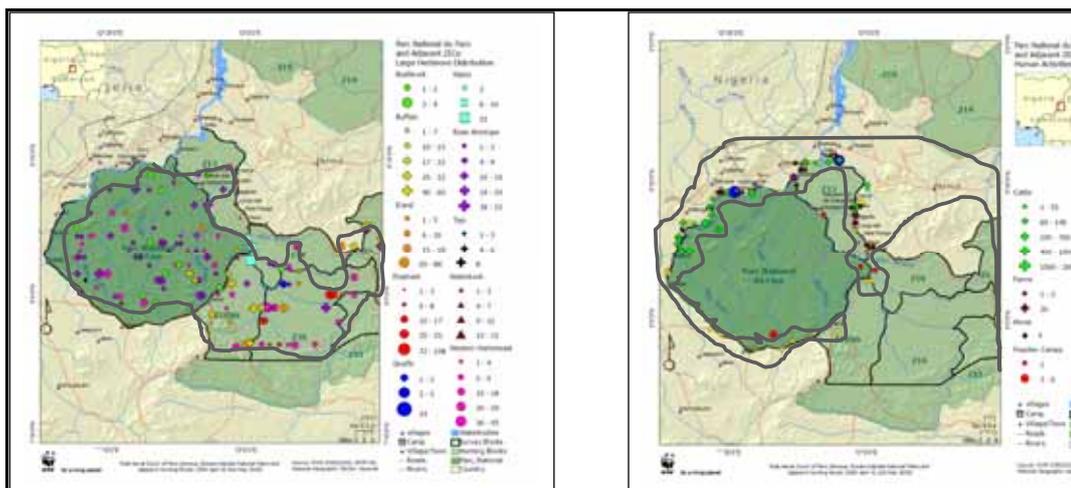
³ Espèce relativement sensible aux pressions humaines

dans la partie sud-est de l'UTO couvrent une superficie d'environ 260.000 ha (soit près de 80% de la superficie du PNF).



En termes de densités animales, ce parc constituait en 2008 le PN de la région où les plus faibles densités animales ont été observées lors de l'inventaire. La densité moyenne y était d'environ 0,2 animal/Km² (contre 0,4 animal/Km² pour la Bénoué et 0,75 animal/Km² pour Bouba Ndjida).

Les ZIC 13, 16 et 18bis semblaient avoir des densités animales supérieures à celle observée à l'intérieur du PN à l'époque de l'inventaire (tout en sachant que les différences de méthodologie appliquées par le WWF rendent complexes ce type de comparaisons).



Aires de répartition de la grande faune et des pressions anthropiques

D'après les données tirées de l'inventaire de 2008, l'intérieur même du PNF semblait à cette date être relativement épargné par les pressions anthropiques.

Par contre, comme pour les autres PN de la région, les zones situées au nord du Parc étaient en 2008 sous très forte pression anthropique, ce qui semble toujours être le cas en fin d'année 2011.

Ces pressions se manifestaient ainsi essentiellement dans la ZIC 13, comme le montre assez clairement la carte ci-dessus. Elles s'expliquaient en grande partie par la progression du front agro-pastoral et cotonnier dans cette région ainsi que par les pressions exercées par les activités d'élevage pratiquées dans la région. L'orpaillage semble également être une activité à la fois fortement développée dans certains ZIC adjacentes au PNF et particulièrement nuisible pour la grande faune.

Les pressions humaines semblaient également focalisées sur une quarantaine de kilomètres à la frontière nigériane.

D'après les données tirées de l'inventaire, près de 3.000 têtes de bétail ont été comptabilisées dans le PNF ou à l'intérieur de la ZIC 13 (2.259 dans le PNF et 555 dans la ZIC 13), laissant apparaître les densités de bétail suivantes :

	Superficie (Km ²)	Nombre d'observations	Densité (nombre/Km ²)
PN Faro	3 486	2 259	0,6
ZIC 13	671	555	0,8
ZIC 16	1 251	0	0,0
ZIC 18	599	0	0,0
ZIC 18 bis	757	0	0,0
TOTAL ET MOYENNE	4 157	2 814	0,7

Densité du bétail dans et en périphérie du PNF

Globalement, on observe une répartition spatiale des bovins plus élevée dans la partie nord du PN, plus spécifiquement dans la ZIC 13.

Des trois UTO de la région du Nord Cameroun, celle du PNF semblait être celle où la densité de bétail observée lors de l'inventaire était la plus faible en 2008 (0,7 tête de bétail par Km² contre 1,2 pour Bouba Ndjida et 2,6 pour la Bénoué).

A l'ouest du PNF, un poste de garde existe à Laro qui semblait paradoxalement être en 2008 la zone transfrontalière où se concentraient le plus grand nombre de têtes de bétails.

D'après les rapports d'activité du projet FFEM, le poste de garde chasse aurait été construit avant 2008. Les données issues de cet inventaire montrent que la présence de cette base ne semblait pas constituer en 2008 une réponse suffisante aux pressions anthropiques constatées dans cette zone.

Cette perte d'habitat liée au pâturage du bétail semble avoir des conséquences importantes sur la grande faune de la zone et sur son aire de répartition. Les densités et effectifs observés dans la partie nord de l'UTO étaient ainsi globalement plus faibles que ceux observés à l'intérieur du PNF ainsi que dans les ZIC situées au sud du PN (ZIC 16 et 18bis).

Au regard des pressions anthropiques pesant sur le PNF et ses zones périphériques (particulièrement dans les parties nord et transfrontalières), les moyens matériels et humains dont disposaient les services de conservation en 2008 ne semblaient pas suffisants pour atteindre les objectifs de conservation de l'AP.

Ces moyens n'ayant pas significativement évolué depuis cette date (l'écogarde pour 165.000 ha de PN à la fin de l'année 2011), et peu d'actions ayant été menées afin de renforcer la collaboration entre les services de conservation et les acteurs vivant et travaillant en périphérie de l'AP, il y a peu de chances de constater à l'heure actuelle une baisse des pressions anthropiques pesant sur le PNF.

